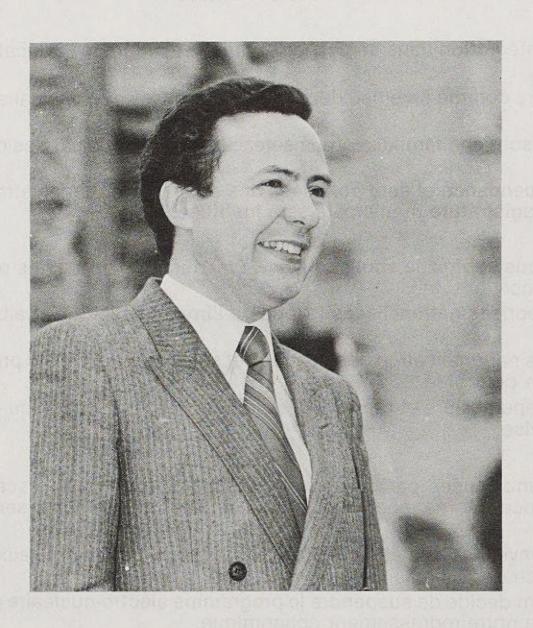
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 14 ET 21 JUIN 1981

7e Circonscription MONTREUIL - ROSNY-SOUS-BOIS

UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ



FRANÇOIS GOETZ

39 ans

Directeur Adjoint des Services Départementaux du Trésor.

Vice-Président de l'UDF de Seine Saint-Denis.

Secrétaire Départemental du Mouvement Démocrate Socialiste.

CANDIDAT UDF

ELISABETH BOYER

Comptable

Vice-Présidente de l'Union Rosnéenne d'Action Municipale (U.R.A.M.)

Déléguée à l'Action Féminine.

Dame d'entraide des Médaillés Militaires.

SUPPLEANTE RPR



OUI

- AU PROGRES ÉCONOMIQUE

- A LA JUSTICE SOCIALE

- AU CHANGEMENT DE POLITIQUE

NON

- A L'ECONOMIE ETATISEE

- AUX EXCES SOCIALISTES

- AU CHANGEMENT DE SOCIETE

Les Institutions de la V^e République confèrent au **Parlement** un rôle essentiel d'**initiative** et de **contrôle** de l'action gouvernementale ; il sera l'**ultime rempart** de votre liberté. Votez les 14 et 21 juin 1981 et ne vous abstenez pas.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les électeurs ont manifesté une volonté de changement en élisant François Mitterrand, Président de la République.

L'état de grâce de ces derniers jours ne doit pas faire illusion ; un voile est jeté sur le changement de société prévu après les élections législatives.

Vous devez dès maintenant mesurer les risques d'un chèque en blanc donné à une coalition majoritaire des partis socialistes et communistes. **Ne donnez pas libre cours aux excès socialistes :**

1. Vos libertés sont menacées :

L'enseignement privé sera nationalisé par l'intégration dans un service "unifié" et laïque de l'Education nationale.

L'enseignement public sera politisé, considéré comme un enjeu de la lutte des classes et du socialisme autogestionnaire.

La médecine libérale et les cliniques privées sont condamnées. Vous serez bientôt soignés par des centres de santé intégrés, publics et anonymes.

La justice ne sera plus rendue en toute indépendance et sera politisée : des citoyens "non magistrats" participeront aux décisions des tribunaux et une magistrature municipale sera instituée.

2. L'économie sera étatisée :

Actionnaires d'entreprises nationalisables vous subirez la spoliation car l'Etat aura des difficultés pour vous verser une juste indemnité (55 milliards de francs au total).

La confusion des rôles de l'Etat et des entreprises nationalisées favorisera l'irresponsabilité, affaiblira leur compétitivité et alourdira leur prix de revient.

Les rigidités du **crédit** seront renforcées par la nationalisation des banques et seront **régies par les priorités du plan**. Votre épargne pourra à tout instant être contrôlée.

Le contrôle des prix et une lourde fiscalité paperassière et répressive s'ajouteront à l'étatisation du crédit pour décourager l'innovation et l'esprit d'entreprise.

3. La France sera affaiblie:

Les entreprises françaises exportatrices, handicapées par de nouvelles charges sociales et fiscales excessives ne pourront plus résister à la concurrence internationale : plus de 4 millions de Français seront menacés de chômage.

Doutant de ses capacités économiques, les investisseurs étrangers ne placeront plus leurs capitaux en France. Comment rééquilibrerons-nous notre balance des paiements ?

Malgré notre déficit extérieur, le gouvernement décide de suspendre le programme électro-nucléaire que l'étranger nous envie, élément pourtant essentiel de notre redressement économique.

Décadence économique prévisible, mais aussi affaiblissement de notre défense nationale. La discipline qui fait la force des armées sera battue en brèche par la création de comités de soldats autogestionnaires.

La base même de la puissance militaire française "la force de frappe nucléaire" est remise en cause par la suspension des essais nucléaires dans le Pacifique.

Ainsi le gouvernement socialiste **rompt avec la politique** traditionnelle de la V^e République d'indépendance nationale dont le **Général de Gaulle** à été l'instigateur.

DE TELLES PERSPECTIVES SONT INACCEPTABLES, ELLES CONDUISENT NOTRE PAYS A LA DECADENCE. ET MAINTENANT QU'ALLONS-NOUS FAIRE ENSEMBLE :

- 1. Promouvoir une France indépendante basée sur une économie puissante diversifiée et une politique énergétique autonome, et, rester solidaire de nos partenaires européens et des pays du tiers monde.
- 2. Développer le progrès économique pour répondre au double défi du chômage et de l'inflation : l'économie doit être libérée. Cela signifie : simplifier les réglementations, supprimer la taxe professionnelle, alléger les charges sociales des entreprises de main d'œuvre, favoriser l'investissement par des déductions fiscales.

Les conditions de travail doivent être aménagées : travail à temps partiel, abaissement progressif et négocié du temps de travail, application rigoureuse des dispositions suspendant l'immigration.

3. Accroître la justice sociale :

Il faut réduire les inégalités excessives : suppression de l'impôt sur le revenu pour les contribuables ayant moins de 5.000 F de revenu mensuel, abattement de 5% sur les tranches de l'impôt sur le revenu, supression des droits de succession sur la transmission de l'outil de travail des petites et moyennes entreprises, suppression des droits de mutation sur les petits patrimoines.

Tout doit être fait pour **préserver la famille** et favoriser son épanouissement. La mère de famille doit bénéficier d'un statut social. L'aménagement des conditions de travail et le droit du travail doivent mieux prendre en compte les obligations des parents dans la vie familiale.

La solidarité en faveur des personnes âgées, des handicapés, de tous ceux pour qui le monde va trop vite doit être renforcée.

4. Redistribuer les pouvoirs de la puissance publique et développer le dialogue social en élaborant avec les citoyens les décisions concernant leur vie quotidienne, en favorisant la vie associative, en redistribuant les pouvoirs au profit des régions, des départements et des communes.

Voilà les orientations que je vous propose. Un grand nombre d'électrices et d'électeurs de Montreuil et de Rosny sous Bois se reconnaissent dans cette politique, généreuse mais réaliste, audacieuse mais consciente des difficultés actuelles.

Le 14 juin, ne vous abstenez pas ! Toutes les voix sont nécessaires pour faire barrage à la coalition socialo-communiste.

Votez pour l'Union pour une nouvelle majorité • Votez François GOETZ UDF et Elisabeth BOYER suppléante RPR